

Un trotskyste à New-York pendant la deuxième guerre mondiale : van Heijenoort.

CLT Numéro 43, septembre 1990

J'ai abordé pour la première fois dans la nécrologie que j'ai consacrée à celui qui fut mon ami Van la question de son rôle dans l'analyse de la Deuxième Guerre mondiale et de sa position particulière sur ce point dans la IVème Internationale¹. Les Cahiers Léon Trotsky ont par ailleurs publié un article de lui de 1942 sur « *La Question nationale en Europe* », permettant de souligner l'originalité de son analyse politique². Enfin, la tendance internationale spartaciste, avec la légèreté qui caractérise sa méthode d'analyse et son goût pour l'amalgame pesant, nous a attribué, à lui et à moi, une position commune à travers le temps.

Van et moi avons eu en réalité, sur la Deuxième Guerre mondiale, de longues conversations pendant les années 80. De 1939 à 1945 en effet, Van était un résident étranger aux Etats-Unis, vivant dans la gêne et parfois la misère³, semi-clandestin du fait de sa position d'émigré politique⁴, tenu par-dessus le marché à l'écart par les dirigeants du *Socialist Workers Party*, malgré et peut-être à cause du rôle qu'il avait joué auprès de Trotsky et de sa qualité de membre du Secrétariat international⁵. Français d'origine, il tenta tout au long de ces années, désespérément, de s'informer sur ce qui se passait en France, les déplacements politiques, les mouvements profonds dans la classe ouvrière et la jeunesse, guettant les indices de la montée de la révolution. Ce n'était pas simple curiosité : convaincu de la justesse de la « *politique militaire prolétarienne* » dont Trotsky avait commencé à exposer les grandes lignes avant son assassinat, il cherchait le moyen de l'appliquer dans la situation européenne en fonction de laquelle Trotsky l'avait déterminée. Il le faisait avec d'autant plus d'ardeur qu'il était convaincu d'être le seul à avoir saisi son esprit et que, animateur du SI à New York, il se heurtait quotidiennement à Cannon et à son représentant Bert Cochran (E.R.Frank) : quarante années plus tard, il ne savait toujours pas s'il avait rencontré là une totale incompréhension ou une mauvaise volonté sectaire.

Pendant cette même période, de quatorze ans moins âgé que lui, j'ai été d'abord un jeune garçon au regard aiguisé devant la crise de la société française, l'effondrement de l'Armée et des valeurs traditionnelles, la perte de prestige de « *l'élite* » et l'arrivée au pouvoir de ce qui m'apparaissait comme la pire réaction militaro-cléricale dans la foulée de la défaite militaire. Adolescent, d'abord attiré par le gaullisme, puis le stalinisme, et, dans les deux cas, repoussé par les pratiques organisationnelles, je ne fus vraiment gagné qu'à l'idée de la lutte armée des masses contre l'occupant, ses collaborateurs de Paris et de Vichy ; antifasciste, comme on disait, je refusais cependant d'être ou de me laisser dire antiallemand et ce sont ces « *contradictions* » qui me conduisirent dans les rangs des trotskystes en 1944.

Cet itinéraire fascinait Van et je dus le lui raconter, revenant sur les détails et complétant sans cesse, décrivant réseaux, groupes, écoles de cadres, maquis fréquentés, opérations réalisées, m'efforçant de reconstituer pour lui mon état d'esprit, ma vision de la guerre, celle aussi de mes compagnons de combat et de mes responsables clandestins, ce que j'avais saisi aussi, à travers mon expérience personnelle, des

¹ Pierre Broué, « *Van, le Militant, l'Ami, l'Homme* », Cahiers Léon Trotsky, n°26, juin 1986, pp. 7-14.

² Marc Loris, « *La Question nationale en Europe* », Cahiers Léon Trotsky, numéro 23, septembre 1985, pp.88-110.

³ Il vivait de ce qu'on appelle depuis le « *travail au noir* » et de bricolages chez les camarades.

⁴ L'Armée américaine convoqua pour le service militaire l'homme qui signait de divers pseudonymes, ce qui le conduisit à la fin à prendre un pseudonyme de femme pour se simplifier la vie.

⁵ 1b., p. 180.

relations entre gaullistes et staliniens, par exemple. J'étais en somme pour lui un passé qu'il voulait encore décrypter, un témoin pour contre-interrogatoire et, il me semble, l'attestation, un peu désespérante pour lui, qu'il avait raison quand on l'avait fait taire, ce qui avait ses regrets, sa curiosité et parfois son incrédulité.

Sans doute devais-je à ces longues conversations du soir au long de la rivière Charles, à Cambridge, ou dans les allées bordées d'eucalyptus du campus de Stanford, de tenter aujourd'hui, dans cet article, de repérer et identifier sa position sur la guerre à travers ses articles dans *Fourth International* pour la période où le S.W.P. le laissa s'exprimer sans trop de réticences : je disposais, pour une partie importante de la période, d'un matériau relativement abondant, une douzaine d'articles qui occuperaient sans doute un peu plus de deux numéros et demi des Cahiers.

Les sources d'information sur lesquelles il fonde ses analyses n'ont rien d'exceptionnel : le gros est constitué par les grands quotidiens américains, les journaux européens jusqu'en 1940, puis seulement anglais, ensuite de rares correspondances de France, de brefs messages, parfois des enquêtes officielles et confidentielles mais accessibles, quelques rencontres avec un tard venu d'Europe, des rapports aussi d'Angleterre et du Portugal nourris directement ou non d'éléments d'informations venues de France.

Van n'est pas dans *Fourth International* un collaborateur qui jouisse de l'autorité d'un James P. Cannon. Un seul texte « officiel » est de sa plume : le manifeste du comité exécutif de novembre 1940 consacré à la France sous Pétain et Hitler. Tous les autres portent la signature de Marc Loris à l'exception des derniers, qui sont signés Daniel Logan ⁶.

Le Manifeste fait le point sur la situation mondiale après la défaite de la France. Il refuse toutes les explications « techniques » de la défaite de l'armée française. La clef réside selon lui dans le fait que la bourgeoisie ne défend jamais la patrie pour elle-même, mais seulement pour la propriété privée, les privilèges, le profit, et qu'elle devient « défaitiste » quand ils sont menacés. C'est la peur de déclencher, en résistant à outrance, « une guerre révolutionnaire contre Hitler », qui a fait du général Weygand l'avocat de la capitulation et de la demande d'armistice.

Au point de départ, il y a le fait que la révolution française n'ait pas eu lieu. Pour lui, l'occasion de juin 36 a été délibérément saccagée par les partis socialiste et communiste dont la politique a barré la route à la révolution prolétarienne tout en l'ouvrant à la guerre et au fascisme.

Hitler a laissé à Pétain, c'est-à-dire aux chefs de l'Armée, appuyés par « quelques politiciens anglophobes » et le noyau décisif de la bourgeoisie, la « zone libre » avec sa capitale à Vichy et le soin de régler le problème des réfugiés et de faire régner l'ordre à bon compte, tout en lui permettant à lui de concentrer ses forces pour l'invasion de la Grande-Bretagne. La politique de collaboration et la dénonciation par Vichy de la Grande-Bretagne, de nouveau rejetée dans le statut d'« ennemi héréditaire » sont une leçon précieuse pour les travailleurs français :

« La bourgeoisie, toujours et partout, réprime au nom de l'"intérêt national" la lutte du prolétariat pour son émancipation. L'expérience de la France démontre une fois de plus que les considérations "nationales" ne servent qu'à masquer les intérêts de la bourgeoisie, qui est toujours prête à changer de camp quand il s'agit de conserver ses privilèges »⁷.

⁶ Nous avons utilisé ici un article non signé personnellement, douze signés Marc Loris et deux signés Daniel Logan ; quatorze publiés dans *Fourth International* et un dans *Quatrième Internationale*.

Le Manifeste a paru dans *Fourth International*, I, ni, décembre 1940, pp.179-182, sous le titre « *France under Hitler and Pétain. Manifesto of the Fourth International* ».

⁷ *Ib.*, p. 180.

Le sort de l'Angleterre n'est pas réglé dans un conflit qui ne cesse d'ailleurs de s'étendre. Laval mise sur une victoire allemande dont il espère que la bourgeoisie française pourra obtenir une part dans une participation à la « *reconstruction* » de l'Europe. Le Manifeste poursuit :

*« La lutte pour la démocratie sous le drapeau de l'Angleterre (et des Etats-Unis) ne conduirait pas à une situation sensiblement différente. Le général de Gaulle lutte contre la "servitude" à la tête de gouverneurs coloniaux, c'est-à-dire de maîtres esclavagistes. Dans ses appels, ce "cher employé, tout comme Pétain, le "nous" de majesté. La défense de la démocratie est en de bonnes mains ! Si l'Angleterre pouvait installer demain de Gaulle en France, son régime ne se distinguerait en rien du gouvernement bonapartiste »*⁸.

Ce n'est pas sur les chefs militaires que van Heijenoort a les yeux fixés. Pour lui, la lutte de classes continue :

*« La grande bourgeoisie française a déjà réussi à s'entendre avec Hitler. La résistance nationale se concentre dans les couches les plus pauvres de la population, la petite bourgeoisie des villes, les paysans, les ouvriers, mais ce sont ces derniers qui donneront à la lutte son caractère le plus résolu et sauront la lier à la lutte contre le capitalisme français et le gouvernement Pétain »*⁹.

Acte de foi ? Van énumère les maux qui commencent à frapper : pénurie alimentaire, chômage, inflation et hausse des prix, contrôle de l'économie par les grandes sociétés. Après avoir esquissé les grandes lignes d'un programme revendicatif de « *transition* » (contrôle ouvrier sur le ravitaillement, échelle mobile des heures de travail et des salaires, contrôle ouvrier de la production, comités d'usine élus), il poursuit :

« La situation actuelle ne durera pas. Jusqu'à maintenant, les succès de Hitler sont dus avant tout à la faiblesse et au déclin des démocraties. La véritable épreuve du système nazi ne fait que commencer. »

Il prédit "*les révoltes inévitables*" dont le succès est conditionné par l'existence d'une direction révolutionnaire et le Manifeste se termine par un acte de foi en la victoire de la IV^{ème} Internationale dans la nouvelle époque, « *celle des luttes et convulsions à l'agonie du capitalisme* »¹⁰.

Le deuxième article de Marc Loris porte sur l'Europe et ses perspectives¹¹. L'auteur a été marqué dans sa jeunesse par l'occupation allemande du Nord de la France et il connaît le sentiment populaire de haine contre l'occupant étranger. Il relève comme trait marquant le parallélisme de la situation entre les différents pays occupés et, partout, le déclin des mouvements fascistes nationaux avec l'occupation allemande. Il relève en revanche que la grande bourgeoisie s'est engagée plus profondément dans la collaboration et que l'avènement en France de l'amiral Darlan, fort de sa Flotte, grand enjeu, a fait de Vichy ce qu'il appelle en s'en amusant un « *bonapartisme naval* ».

Sur les perspectives, il est catégorique : Hitler ne peut unifier l'Europe car le sentiment national qui l'a initialement aidé lui revient en plein visage avec une vigueur décuplée dans les pays occupés. La révolution européenne qui vient sera dirigée par le prolétariat et caractérisée par l'apparition de soviets et une période plus ou moins longue de dualité de pouvoirs. La question de la direction révolutionnaire ne peut être réglée que si les candidats à ce rôle reconnaissent la vague montante de haine contre l'occupant et en tirent les conséquences avec l'affirmation du droit d'auto-détermination nationale.

⁸ Ib

⁹ Ib

¹⁰ Ib. p. 182.

¹¹ Marc Loris, « *Perspectives for Europe* », *Fourth International*, II, n° 6, juillet 1941, pp.179-182.

Critiquant la conception selon laquelle la lutte contre l'oppression nationale obligerait le prolétariat à une sorte de bloc avec la petite bourgeoisie sur les revendications de cette dernière, il souligne vigoureusement que la transformation socialiste de la société est l'unique garantie de la fin de l'oppression nationale.

Notant qu'en France commence à se développer dans la petite bourgeoisie et même chez les travailleurs un sentiment pro-anglais, il écarte la question en assurant qu'il faut seulement prévoir les formes de la lutte qui vient et s'y préparer. Cela signifie notamment la fermeté contre les méthodes petites-bourgeoises que sont le terrorisme individuel et le sabotage. Il conclut :

« Dans l'Europe entière le prolétariat est aujourd'hui submergé par les eaux troubles du chauvinisme. Mais la solution socialiste, qui semble aujourd'hui si lointaine, dissimulée qu'elle est par les nationalismes de toutes nuances, sera mise brutalement à l'ordre du jour demain. Il faut expliquer patiemment aux ouvriers avancés les leçons d'hier, la situation d'aujourd'hui, les tâches de demain. Il faut rassembler les cadres du parti de la révolution. Mais cette préparation n'est ni possible ni valable sans la participation à toutes les formes de résistance de masse à la misère et à l'oppression, sans travailler à organiser la résistance, à la coordonner et l'élargir. Cette tâche exige de grands efforts. Mais elle en vaut la peine car elle portera demain au centuple ses fruits »¹².

C'est en octobre 1941 que Marc Loris aperçoit en France « *les premiers signes de la tempête* ». Les conditions ont d'après lui profondément changé dans les mois écoulés : Pétain, dont la base s'est affaiblie, s'est voué à la « *collaboration loyale* », les attentats terroristes, comme celui dirigé contre Laval, sont, en dépit de leur futilité, un indice de crise. Il se demande s'il y a un rapport entre la croissance du terrorisme individuel et la politique stalinienne de défense de l'URSS par tous les moyens, confesse ne pouvoir régler la question, mais réaffirme la montée de l'explosion prochaine et la nécessité de construire d'ici là le parti révolutionnaire.

L'article « *L'Europe sous le talon de fer* », daté du 28 janvier 1942¹³, est une remarquable tentative de décrire et d'analyser la résistance en Europe. Il signale les diverses activités « *résistantes* » armées, attaques contre des militaires de la Wehrmacht, attentats contre leurs locaux, sabotage des installations téléphoniques, des voies ferrées et la sanglante riposte des dirigeants nazis, les exécutions d'otages. Il souligne l'importance du sabotage industriel, depuis la résistance passive jusqu'à la mauvaise fabrication, en passant par la surdité systématique aux ordres, cause de bien des « *accidents* » matériels.

Il étudie ensuite la presse clandestine dans laquelle il distingue d'abord les journaux qu'il appelle « *nationaux-bourgeois* », partisans de l'union des « *hommes de bonne volonté* », très discrets sur leurs intentions à la « *libération* ». Il souligne que certains évitent de trop critiquer Pétain et que d'autres disent ouvertement que ce qu'ils lui reprochent surtout, c'est d'ouvrir la voie à la révolution. Il relève que certains s'en prennent avec beaucoup de vigueur au parti communiste en rappelant la désertion de Thorez en 1939. Il parle de l'attitude ambiguë du P.C. et de *l'Humanité* clandestine vis-à-vis de l'Allemagne jusqu'à l'attaque du 22 juin 1941 et indique en une phrase la nouvelle ligne de « *Front national* ». Il caractérise en quelques mots l'attitude des églises, d'autant plus divisées qu'elles sont enracinées et, relève, dans ce dernier cas, que la masse des fidèles est hostile à l'occupant. Pour lui, de façon générale, la hiérarchie joue le jeu de la collaboration. Il souligne une fois de plus la décomposition et le déclin accéléré des groupes nazis « *indigènes* » définitivement compromis par leurs liens avec l'occupant, plus vomis que lui si possible. Très prudent sur la situation dans les troupes d'occupation et les rumeurs de mutineries et d'exécutions, il fait en revanche une solide analyse de la situation économique, le drainage des ressources par l'occupant, la pénurie et l'inflation, le développement du marché noir, indique les conséquences sociales pour la France de la masse de prisonniers de guerre

¹² Ib. p.182.

¹³ Marc Loris, « *Europe under the Iron Heel* », ib., III, tel, janvier 1942, pp. 52-57.

retenus en Allemagne. Il pense que l'on peut croire les rapports qui signalent dans plusieurs grandes villes françaises à la fin de 1941 de véritables émeutes de la faim.

Le pendant de cette analyse se trouve dans l'article de juillet 1942 intitulé « *Le Nouvel Ordre* » de Washington¹⁴, dans lequel il analyse des déclarations du secrétaire d'Etat Summer Welles et notamment son commentaire de la « *Charte de l'Atlantique* ». Il écrit :

*« Aujourd'hui, "l'Ordre nouveau" de Hitler a montré son vrai visage. Il est ancien oppression, misère, exploitation. Mais les "démocraties" n'ont rien d'autre à apporter au monde. L'impérialisme américain est incapable de développer la richesse du monde. Bien loin de hisser la Chine et l'Inde au niveau de l'Europe, il ne peut que ramener l'Europe au niveau de l'Inde [...] La pax americana se révélera aussi peu stable que la pax germanica. L'union des travailleurs sera la paix du monde »*¹⁵.

Les deux grands articles sur « *La Question nationale* » et sur « *Les Tâches révolutionnaires en Europe* »¹⁶ constituent en quelque sorte le cœur de la réflexion de Jean van Heijenoort au terme de trois années de guerre et deux d'occupation. Polémique voilée contre ceux qui, dans le mouvement, traitent par le mépris la question nationale et ne comprennent pas le ressort révolutionnaire fantastique que constitue la haine généralisée de l'oppression nationale sous la botte nazie, il est aussi l'affirmation du caractère progressiste de nombre de groupements petits bourgeois de résistance qu'il appelle à ne pas confondre avec « *les gaullistes* ». Pour lui, ces derniers utilisent le sentiment national pour enchaîner la résistance au camp impérialiste. Il faut beaucoup plus de pédagogie avec d'autres groupes qui se tournent vers le socialisme et demeurent terriblement confus. Et van Heijenoort d'insister sur la valeur et l'importance des mots d'ordre démocratiques dans la période qui vient, notamment celui d'Assemblée constituante, dans lequel beaucoup de responsables trotskystes voient une concession opportuniste en même temps qu'un coup porté aux soviets. Les éléments du conflit qui va opposer à Cannon et à la direction du S.W.P. van Heijenoort et ses alliés Goldman et Morrow sont en place.

Il reste pourtant à traiter des aspects politiques du débarquement allié en Afrique du Nord. C'est une éclatante confirmation de son analyse mondiale que Van voit dans la décision qui maintient au pouvoir à Alger l'amiral Darlan¹⁷, dauphin de Pétain et chef du gouvernement de « *l'Etat français* ». Le récit qu'il en donne d'après les comptes rendus du New York Times est fort bien venu, autant que son bilan :

*« Maintenant, cet ex-démocrate devenu fasciste est devenu un démocrate ex-fasciste et [...] travaille à "libérer" la France »*¹⁸.

Et van Heijenoort de souligner que les généraux américains, pour expliquer la confiance qu'ils font à l'amiral invoquent une « *non-ingérence* » dans la politique française, suprême hypocrisie, cependant qu'une de leurs premières initiatives a consisté à récupérer des armes tombées aux mains de paysans algériens.

Les conclusions de Van sur cet épisode sont très optimistes, car il l'estime révélateur. Il écrit :

« La collaboration des Américains avec Darlan aura d'immenses répercussions, pas seulement en France, mais dans toute l'Europe. Pendant des années, des millions d'hommes ont connu d'intolérables souffrances sous le talon de fer des nazis. Nombre d'entre eux imaginaient que leur libération serait

¹⁴ Marc Loris, « *The Washington New Order* », ib., III, n°7, pp. 211-214.

¹⁵ Ib., p. 215.

¹⁶ Marc Loris, « *The National Question in Europe* », ib., III, n°9, pp. 264-268 et « *Revolutionary Tasks under the Nazi Boot* », ib. DI, n°11, pp.333-338, tous deux publiés en traduction française dans CLT n°23, cf. N.2.

¹⁷ Marc Loris : « *North Africa, A Lesson in Democracy* », ib. DI, tel 1, pp. 359-362.

¹⁸ Ib., p.361.

l'œuvre des troupes américaines. Et le premier acte du chef de ces dernières, après le premier débarquement, a été de collaborer avec un laquais des bourreaux nazis, qui n'a mis que quelques heures à passer d'un camp à l'autre. Les peuples qui souffrent maintenant et luttent sous leurs propres Darlan apprendront vite et bien - on peut en être sûrs - la leçon politique à tirer de cet ignoble événement »¹⁹.

Son dernier mot montre qu'il croit maintenant à la proche concrétisation du pronostic de Trotsky :

« Des deux côtés de la scène, les masques sont en train de tomber. Cela signifie que nous approchons du dernier acte où entrera en scène un nouveau personnage, le prolétariat révolutionnaire »²⁰.

En fait, il va revenir encore à plusieurs reprises sur l'affaire Darlan qu'il considère comme un extraordinaire révélateur des buts de guerre alliés, ou, si l'on préfère, du caractère de la guerre. Dans « *Mésaventures politiques de la bourgeoisie française* » (mars 1943)²¹ il revient sur le rôle des masses ouvrières dans la résistance à l'occupant, montre la pression qu'ils exercent, en France, sur les organisations dites de « *Résistance* » et l'alliance des gaullistes et des stalinien pour maintenir ce mouvement dans la voie de l'union sacrée pour la guerre. C'est ainsi qu'il souligne qu'à son corps défendant, à la fois parce qu'il a brisé la discipline de l'Armée et parce qu'il s'oppose à Vichy qui, pour les Français, incarne la réaction, le monarchiste Charles de Gaulle incarne une certaine « *gauche* ».

Quant à son caractère, il le définit à travers une citation de de Gaulle, dans un discours à la radio où il critique la politique américaine de soutien à Darlan, le 6 décembre 1942 :

« La nation ne permettra pas que ces hommes, ayant échoué à la guerre et se sentant condamnés, se sauvent eux-mêmes en créant des conditions d'où pourrait sortir la guerre civile »²².

Son commentaire frappe comme un coup de poing :

« Ainsi, selon le général, l'accord avec Darlan est dangereux parce qu'il fait revivre les antagonismes de classe. Depuis lors, des porte-parole du mouvement gaulliste ont souligné que la politique de Washington en Afrique du Nord aggrave le danger communiste en France et que le mouvement gaulliste constitue une garantie meilleure que Darlan ou Giraud »²³.

Quelques semaines plus tard, toujours dans *Fourth International*, toujours sous le nom de Marc Loris, van Heijenoort étudie le conflit entre Giraud, l'homme des Américains et de Gaulle, dont il nie qu'il soit avant tout dans l'affaire celui des Britanniques²⁴. Pour lui, ce conflit est riche d'enseignements, car il marque ce qu'il appelle « *la renaissance politique de la bourgeoisie française* », dans les « *conditions très particulières d'un milieu colonial* ».

Selon lui, Giraud, incarnation des chefs militaires, n'a d'autre programme que celui de Vichy dont il a préservé le régime en Afrique, mais la levée de boucliers qui a suivi l'accord avec Darlan l'a obligé à « *prendre un masque démocratique* » et à jeter du lest en congédiant les vichystes trop connus : cela ne l'empêche pas de souligner qu'il « *ne veut pas ressusciter les folies qui ont conduit à la catastrophe de 1940* », allusion, dans le plus pur style vichyssois, au mouvement gréviste de juin 1936 et à l'essor du mouvement ouvrier.

¹⁹Ib. p. 362.

²⁰Ib

²¹ Marc Loris, « *The Political Misadventures of French Bourgeoisie* », Ib. IV, n°3, pp.76-79.

²² Ib. p.78.

²³Ib

²⁴ Marc Loris, « *The Giraud-de Gaulle Dispute* », ib. IV,n°7, pp. 199-202.

De Gaulle, lui, a représenté au début une opposition « *purement national-militaire* », mais s'est couvert depuis d'un programme de « *démocratie* » et de « *restauration de la légalité républicaine* » pour conserver le contact et gagner si possible le contrôle de la Résistance intérieure. Le fait qu'il ait réussi à prendre pied à Alger, contre la volonté du gouvernement américain, illustre l'instabilité de la pax americana. En juillet 1943, van Heijenoort s'étonne que la grande bourgeoisie française ne semble pas encore avoir choisi « *le nationalisme bourgeois le plus intransigeant* », ce gaullisme qui a réussi en Afrique du Nord à regrouper les officiers du rang, la jeunesse, les étudiants et la petite bourgeoisie « *de gauche* », et qui bénéficie chez les ouvriers du soutien du P.C.

Sa conclusion est une remarque de longue portée dont un historien des guerres coloniales ne manquerait pas d'être frappé. Il souligne combien il est difficile à une classe dirigeante de refaire son unité politique après une défaite militaire, surtout lorsque celle-ci a brisé l'unité du corps des officiers, à l'instar de celle de 1940 qui a abouti à la demande d'armistice et à l'appel du 18 juin, marques d'une fracture de longue portée.

La dernière collaboration de van Heijenoort sur la question européenne aux colonnes de *Fourth International* est un article intitulé « *Où va la France* », signé Daniel Logan, et daté du 17 septembre 1944²⁵.

Il commence par la constatation que c'est une véritable insurrection qui vient de se produire en France contre l'occupant allemand. Les dépêches de presse de correspondants américains lui permettent de montrer que cette insurrection a été dans la plupart des cas précédée de grèves dans les usines et imposée par la pression des grandes masses. Il souligne que cette insurrection, « *dont l'objectif immédiat était de détruire le joug allemand* », a ainsi revêtu un caractère « *populaire* » et « *unanime* » qui l'apparente aux révolutions du 19^e siècle.

Le pouvoir est aux mains des insurgés et, plus important encore que l'un de ses signes, la présence de civils armés dans les rues, il est passé dans les usines aux mains des ouvriers comme le montre un article de David Anderson dans le *New York Times* du 7 septembre. Comment la question de la propriété sera-t-elle réglée ? Il pense qu'elle ne peut l'être que par un gouvernement ouvrier :

« *Les premières conditions nécessaires pour avancer sur cette voie sont déjà là : une volonté ferme chez les ouvriers de ne pas revenir au passé, un mépris profond pour les classes dirigeantes, une grande confiance dans leurs propres forces. C'est ce que signifie la simple existence des comités ouvriers. Ils vont petit à petit comprendre les implications de leurs positions et en tirer les conclusions révolutionnaires. Les obstacles ne manqueront pas, le plus dangereux étant le politique traître du parti stalinien. Mais les ouvriers français sont en marche* »²⁶.

L'article du journaliste américain conduit van Heijenoort à un certain nombre de remarques sur des points qu'il estime capitaux : les F.F.I. parisiens sont en fait, selon lui, les ouvriers en armes, milice ouvrière dans les usines. Il souligne leur hétérogénéité politique tout en indiquant le grand poids du P.C. Il écrit :

« *Dans l'ensemble domine un esprit à gauche - une grande soif de liberté, une profonde méfiance à l'égard des autorités, un mépris total pour les classes dirigeantes avec leurs industriels et leurs banquiers compromis par la collaboration, un profond désir de neuf* »²⁷.

Sur de Gaulle, il explique :

²⁵ Daniel Logan, « *Whither France ?* », V, n°9, pp. 267-270.

²⁶ Ib. p. 268.

²⁷ Ib. p. 269.

« Le programme national et international de de Gaulle, c'est la restauration de la France bourgeoise. Nationalement, il veut d'abord rétablir "la loi et l'ordre". Son objectif actuel est d'étrangler l'insurrection contre les nazis et Vichy dans le nœud de la "légalité républicaine", ce qui, bien sûr, ne l'empêcherait pas, si c'était nécessaire à l'avenir, d'employer le sabre bonapartiste »²⁸.

Pour le reste, il ne peut faire que des promesses creuses, l'annonce d'élections à terme mais la nomination immédiate de préfets qui se heurtent aux comités de libération.

Pour la première fois depuis qu'il collabore à la revue américaine, van Heijenoort aborde enfin la question de l'influence stalinienne. Le mauvais état des relations entre gaullistes et staliniens au moment où il écrit s'explique pour lui par le renvoi des communistes français du gouvernement et la volonté de ces derniers de canaliser sur « *les gens d'Alger* » le mécontentement immédiat. Il ne le sous-estime pas, et écrit :

« L'influence des staliniens chez les ouvriers parisiens est très grande. Le P.C. a des positions solides dans les FFI. En fait, le parti stalinien est la force politique organisée la plus puissante en France. Il a évité la collaboration ouverte avec de Gaulle et est en ce moment une sorte d'opposition, ce qui ne peut pas ne pas augmenter encore son influence »²⁹.

Le conflit à l'horizon est celui de l'armement du peuple :

« Après la première étape "populaire", "unanime", de l'insurrection, se pose un problème : que faire des armes qui ont obtenu la victoire ? Aujourd'hui il y a des centaines de milliers, peut-être un million d'hommes qui ont des armes dans leurs mains. Le gouvernement de Gaulle ne peut pas tolérer longtemps cette situation si lourde de dangers pour "la loi et l'ordre" bourgeois. Il peut faire et il essaiera sans doute de faire deux choses : ou bien désarmer carrément les groupes FFI ou bien les incorporer dans l'armée régulière. Dans le second cas se posera tout de suite la question de la discipline. Les FFI ont élu ou choisi leurs propres chefs. Dans l'armée régulière, ils auront à obéir à des officiers imposés par en-haut [...] Le problème du désarmement de la population occupera largement l'arène politique dans la période qui vient [...] De Gaulle n'a évidemment pas la force aujourd'hui de faire comme Thiers en 1871. Sa première tâche est le regroupement de la bourgeoisie. Il éliminera ses représentants les plus discrédités et les plus hâis, surmontera ses divisions, essaiera de lui rendre force et cohésion interne et un visage honnête. Il lui faut du temps »³⁰.

Cette fois, van Heijenoort ne conclut pas sur « *le parti révolutionnaire* » et sa nécessité pour la victoire de la révolution. Il conclut :

« La victoire ne sera pas facile. Mais les ouvriers français ont fait un bon départ ; sortant du primitivisme politique de l'oppression allemande, ils ont immédiatement commencé à renverser la société capitaliste. Les plus grands espoirs leur sont permis »³¹.

Dans l'intervalle, Jean van Heijenoort avait consacré un article à la situation italienne: « *Problèmes de la Révolution italienne* », daté du 9 juillet 1944 ; il ne devait pas paraître dans *Fourth International* comme

²⁸ iB

²⁹ iB

³⁰ Ib., p. 270 .

³¹ iB

les précédents, mais dans *Quatrième Internationale* du secrétariat européen en janvier-février 1945³². Les désaccords sont déjà visibles avec la direction du SWP et même le secrétariat européen³³.

L'auteur commence par rappeler que le fascisme italien, longtemps « *hérald de la réaction* » s'est révélé « *un des chaînons les plus faibles* » du capitalisme. Avec la chute du régime de Mussolini, « *comme une pomme pourrie* », l'Italie est entrée dans une période « *d'instabilité révolutionnaire* » :

« *La révolution italienne en est encore à ses tout premiers pas, mais elle grandira, luttera, s'éduquera et vaincra. Personne n'a plus d'illusions quant à la stabilité du régime présent* »³⁴.

La question centrale à ses yeux est celle de la monarchie : qu'il s'agisse du roi ou du prince héritier récemment proclamé lieutenant-général du royaume avec la bénédiction du P.C.I. de Togliatti, la monarchie demeure, comme du temps de Mussolini qu'elle a si longtemps porté dans ses bras, le centre de la réaction. van Heijenoort écrit :

« *A tous les monarchistes, aux cadavres ambulants du libéralisme et aux stalino-royalistes, le parti révolutionnaire doit répondre par le mot d'ordre : Proclamation immédiate de la République, arrestation du roi, du prince héritier et de la famille royale, confiscation immédiate de tous leurs biens au profit du peuple !* »³⁵.

Il commente :

« *Le parti qui, durant les semaines présentes diffusera inlassablement ces mots d'ordre parmi les masses, attirera infailliblement leur attention et les préparera à des mots d'ordre plus avancés : à un stade ultérieur, ce parti bénéficiera d'une autorité pour avoir prévu la marche du développement et avoir été aux côtés des masses dans leurs luttes les plus élémentaires* »³⁶.

Au mot d'ordre central de « *république* », il joint ceux d'« *assemblée constituante* », et d'élections des fonctionnaires par le peuple, seul mode correct d'« *épuration* », de droit de réunion, liberté de presse, de réunion, d'association, la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la confiscation des biens de l'Eglise.

Rompant avec une position qui avait été la sienne au début de la guerre, il propose, sur la question des soviets, d'en populariser l'idée sous une forme plus « *italienne* ». Poursuivant de toute évidence une polémique interne au SWP, il écrit :

« *L'opposition entre l'assemblée nationale et les soviets est à l'heure actuelle complètement artificielle. Elle ne comporte quelque réalité qu'à un niveau plus élevé de la lutte — en fait à sa conclusion. Si des soviets font leur apparition en Italie dans le proche avenir, ce sera en mobilisant les masses sur la base de mots d'ordre démocratiques f...] La formule ne doit pas être "assemblée constituante ou soviets" mais "créer des soviets et développer leur conscience politique* »³⁷.

³²Marc Loris, « *Problèmes de la Révolution italienne* », *Quatrième Internationale*, janvier-février 1945, n° 14/15, pp. 19-22.

³³Une note de présentation de l'article de Loris fait des réserves à cause de la date de sa rédaction, six mois auparavant. On peut relever que l'article de Loris se retrouve presque entièrement dans celui de Logan cité ci-dessous.

³⁴Quatrième Internationale, n°14/15, p. 19.

³⁵Ib. p. 20.

³⁶Ib.

³⁷ 37. Ib. p. 21.

Le travail sur les problèmes de la révolution italienne se termine par une longue mise en garde contre « *le danger de l'ultra-gauchisme* » et un avertissement qui montre où se situe le nœud de la discussion :

« L'histoire met à l'ordre du jour tous les enseignements du bolchevisme, plus impérativement que jamais. Et l'un de ces enseignements, c'est le mépris du bolchevisme pour la simple propagande visant à éclairer sur les vertus du socialisme, c'est sa capacité à sentir les aspirations des masses, à exploiter le côté progressiste de ces aspirations, et, sur ce point, à mener une action susceptible de détacher les masses de leur parti et de leurs chefs conservateurs. Puisse cette leçon ne pas être oubliée dans les temps présents »³⁸.

Rien d'étonnant donc à ce que le dernier article, signé Daniel Logan, qui paraît sur cette question en général dans *Fourth International*, en 1945, soit un article daté du 1er octobre 1944 intitulé « *La Situation européenne et nos tâches* »³⁹, critique serrée de la résolution du congrès du SWP de novembre 1944, présenté par la rédaction comme un article de discussion émanant d'un minoritaire.

L'intervention est ponctuelle. Elle permet au moins à l'auteur de souligner quelques inconséquences et que la ligne qui les sous-tend n'est pas particulièrement claire. Il guerroie cependant avec une ironie dévastatrice contre l'affirmation de la direction du SWP selon laquelle le gouvernement de coalition d'Ivanoe Bonomi comprenant notamment des ministres socialistes et communistes serait seulement la couverture et la « *dictature militaire ouverte* » des occupants anglo-américains.

Il souligne aussi la confusion qui prévaut dans la résolution majoritaire quant à la possibilité de voir resurgir en Europe des régimes de démocratie bourgeoise, la seule alternative réelle étant, selon elle, après la guerre, la dictature du prolétariat ou la plus brutale des dictatures policières ou militaires.

Relevant que la résolution majoritaire ne parle ni du mot d'ordre de « *république* », ni de celui de « *constituante* », se contentant de « *l'élection des fonctionnaires* » et de la « *liberté de la presse* », il suggère le lancement du mot d'ordre de « *Gouvernement Togliatti-Nenni* » (P.C.-P.S.). Il l'explique :

« Des milliers, des dizaines de milliers peuvent apprendre par la propagande directe. Mais des millions, des dizaines de millions devront venir au socialisme par leur expérience propre. Ils ont à écarter l'un après l'autre les régimes sur lesquels ils ont des illusions. Il leur faut écarter les faux dirigeants à qui ils ont fait confiance. La tâche du parti révolutionnaire est d'accélérer et de faciliter autant que possible ce processus, mais il ne peut pas sauter par-dessus. C'est précisément à quoi servent les programmes de revendications démocratiques ou transitoires »⁴⁰.

Les amendements présentés par Van au congrès national avaient été repoussés par 51 voix contre 5. Quelques semaines plus tard, il se prononçait pour le transfert des pouvoirs du S.I. de New York au S.E. de Paris, mettant un terme à cet épisode. Sa lutte dans la minorité du SWP avec Goldman et Morrow appartient à un autre chapitre de l'histoire de la IV^{ème} Internationale.

Le meilleur analyste du SWP, Alan Wald, dans les quelques allusions qu'il fait à Goldman, Morrow et van Heijenoort, très sévère à leur égard, reconnaît cependant qu'ils avaient largement raison quand ils ont ouvert la discussion et quand ils ont soulevé les problèmes de méthodes, mais leur reproche d'avoir sérieusement dévié et d'être devenus des adversaires, reprenant à leur compte les moyens qu'ils avaient pourtant condamnés⁴¹.

³⁸ Ib. p. 22.

³⁹ *Fourth International*, V, n°1, pp. 27-31 et V, 2, pp. 61-63.

⁴⁰ Ib. p.31.

⁴¹ Alan Wald, *The New York Intellectuals*, NY, 1987, pp. 254-256.

Tel qu'il est, avec les coupures, les tournants invisibles, les interruptions, les lacunes de notre information, l'itinéraire de Jean van Heijenoort entre 1940 et 1944 est passionnant. On y trouve finalement très peu d'incantation et d'actes de foi, de langue de bois et de formules creuses, mais en revanche une tentative permanente d'analyser les faits en développement comme l'eût fait Trotsky. A cet égard, cette réflexion est parfois impressionnante, ouvrant des horizons que les professionnels de l'histoire et de la politique semblent avoir ignorés.

Sa pensée semble devenir plus concrète au fur et à mesure que disparaissent les formules et références qu'il juge d'abord obligatoires pour rassurer sur son orthodoxie, mais qu'aucune réalité n'est venue épauler. De ce point de vue, il semble que van Heijenoort ait évolué en s'éloignant et même en s'opposant à Cannon, dont les formules plus rigoureuses s'insèrent parfois difficilement dans une réalité complexe.

Reste une terrible lacune. A la référence rituelle des premières années répond à la fin de cette période la constatation, pas tout à fait désabusée cependant, qu'il n'existe pas ce « *parti révolutionnaire* » que la crise révolutionnaire n'a pas attendu et sans lequel elle est vouée à retomber.

Comme tous les trotskystes de sa génération, Van n'était-il pas convaincu que, sans un tel parti, la révolution n'avait pas la moindre chance de vaincre ?

Est-ce là, en dernière analyse, la cause d'un certain désespoir perceptible tant dans les textes que ses confidences ultérieures ? Le dernier texte politique de van Heijenoort, son adieu au marxisme, rejetait la responsabilité de la « *faillite* » de la cause révolutionnaire sur la classe ouvrière qui n'aurait pas joué son rôle de classe révolutionnaire, ce qui obligeait les révolutionnaires exigeants à admettre que leurs croyances avaient été des illusions et leurs analyses des constructions abstraites ⁴².

Dans ces conditions, en effet, on ne peut continuer longtemps un combat dans le domaine politique, si l'on a le sentiment, comme l'eut sans doute van Heijenoort, de pouvoir « *servir* » et se passionner sur un autre terrain. Mais je garde la conviction que le trotskyste français isolé qui tentait à New York de dénouer et d'empoigner la chaîne qui menait de l'oppression nationale à la révolution prolétarienne, n'a pas perdu son temps et que son effort d'interprétation du cours de la guerre servira bien, un jour ou l'autre, d'une façon ou d'une autre, à la compréhension et à la transformation du monde.

⁴²Jean Vannier (JvH), « *A Ceutry's Balance Sheet* », Partisan Review, mars 1948, pp.288-296.